

PROCÉDURE POUR EXEMPTER TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT LES CANDIDATS À LA M.A. DE L'OBLIGATION DE SUIVRE UNE ANNÉE PROBATOIRE

L'exemption totale est accordée aux personnes qui font état d'une formation équivalente à la 4^e année d'études spécialisées en humanités, soit l'équivalent à cinq cours complets. Elles devront obtenir le coefficient de 5 points pour avoir droit à l'exemption totale.

N.B. Ainsi, les personnes qui n'ont qu'un baccalauréat de trois ans, quelle que soit la discipline, devront accomplir le travail complet de rattrapage.

Profils et coefficients donnant droit à l'exemption

- 1. Outre le baccalauréat de trois ans en humanités, les candidats sont titulaires d'un baccalauréat ou d'une qualification professionnelle (B.Ed., p. ex.) avec de bonnes moyennes.**

Coefficients	3 =	moyenne de A dans les deux baccalauréats
	2 =	moyenne de B dans le baccalauréat d'humanités et de A dans le baccalauréat ou la qualification professionnelle
	2 =	moyenne de A dans le baccalauréat d'humanités de 3 ans et de B dans le baccalauréat ou la qualification professionnelle
	1 =	moyenne de B dans les deux baccalauréats

- 2. Outre le baccalauréat spécialisé de quatre ans dans une discipline autre que les humanités, les personnes doivent attester d'études non négligeables dans un domaine équivalent aux humanités et le démontrer à l'aide d'un dossier scolaire contenant des essais, des descriptions de cours et des lettres de référence des membres du corps professoral de ces cours.**

Coefficients	3 =	moyenne de A dans le baccalauréat spécialisé études non négligeables dans un domaine équivalent aux humanités
	2 =	moyenne de B dans le baccalauréat spécialisé études non négligeables dans un domaine équivalent aux humanités

- 3. Les candidats soumettent un portefeuille constituant la preuve de travail ou d'expérience acquise en dehors du cadre scolaire et répondant aux objectifs d'apprentissage interdisciplinaire qui sont ceux de la 4^e année du baccalauréat en humanités.**

Ces objectifs sont les suivants :

- le sens du déroulement de l'histoire,
- la maturité morale et esthétique,
- la compréhension des formes d'enquête,
- la pensée indépendante et critique.

Le portefeuille des candidats devra présenter les éléments suivants (s'ils sont pertinents) :

- 1) comptes rendus de leurs livres, interprétations, expositions, enregistrements, etc.,
- 2) bibliographie des travaux publiés dans des périodiques avec comité de lecture, anthologies, etc.,
- 3) détails sur des subventions, bourses et prix reçus (prix dans une compétition nationale ou internationale de travaux de fiction, subvention du Conseil des arts du Canada, etc.),
- 4) détails sur des missions qui leur ont été confiées pour la mise au point de livres avant la publication, la direction de spectacles musicaux, la mise en scène de pièces de théâtre, l'organisation d'expositions d'art, etc.,
- 5) **preuves de projets communautaires qui se rapportent au travail ou à l'expérience indiqués dans le portefeuille** ou expérience (p. ex. participation à un programme d'artistes dans les écoles, coordonnateur régional de la Ligue des poètes canadiens, organisateur / bénévole pour des ateliers de thérapie par l'art dans un établissement de santé mentale, activiste communautaire dans le cadre d'un projet présenté sur une réserve).

Lorsque des livres ont été publiés, les responsables du programme pourront envoyer un questionnaire normalisé à l'éditeur pour vérifier :

- 6) s'il s'agit d'une maison d'édition à compte d'auteur ou si celui-ci s'est chargé de l'impression,
- 7) si des réviseurs externes sont intervenus,
- 8) si des corrections importantes ont dû être apportées au texte lors de préparation pour publication.

Coefficients	3 =	a) traite directement des objectifs de l'enseignement
		2) portefeuille important et de qualité considérable
	2 =	a) traite directement des objectifs
		3) portefeuille de bonne qualité
	1 =	a) traite partiellement des objectifs
		4) portefeuille de bonne qualité

Sans la présentation d'un dossier faisant état d'acquis de bonne qualité, scolaires ou autres, aucune personne ne sera donc complètement exemptée de l'obligation d'accomplir des travaux de rattrapage.